

Pays : Italie

Commission : Recherche et technologie

Problématique : « Comment l'Europe de la technologie et des sciences peut être une réponse pour surmonter les conséquences du changement climatique ? »

L'Italie se situe au sud de l'Europe, au centre de la région méditerranéenne. Entourée par la mer au sud, est et ouest ; elle détient des frontières avec la France et la Suisse au nord-ouest ainsi qu'avec l'Autriche et la Slovénie au nord-est. Ce grand pays fait partie des six États fondateurs du CEE et de l'UE. La République italienne, dirigée par le président Sergio Mattarella, membre du parti démocrate italien, est une démocratie parlementaire.

Bien que l'Italie soit une très ancienne nation, son unification en un seul pays ne s'est pas faite avant 1861. Encore aujourd'hui, deux micronations (le Vatican et San Marino) subsistent enclos à l'intérieur du territoire italien.

La situation environnementale et climatique est aujourd'hui une des crises majeures à laquelle fait face la société. Ainsi, l'Union Européenne se doit d'agir le plus rapidement possible afin d'éviter des conséquences désastreuses sur l'ensemble de la population. Cependant, pour réduire notre impact sur notre planète, nous devons entreprendre une véritable transition économique et écologique. Pour ce faire, il est indispensable de développer de nouvelles activités industrielles et économiques qui soient respectueuses de l'environnement à l'inverse d'une majorité des activités contemporaines. Pour répondre à cette problématique compliquée, des projets tels que le Green New Deal ou le Climate-Adapt ont vu le jour.

L'Italie s'est en générale montrée favorable à ces projets qu'elle considère comme un moyen de reconstruire son économie suite à la crise qu'elle a subi ces dernières années. Par ailleurs, le Nord de l'Italie est une Zone très polluée, cependant c'est là que se joue une grande partie de l'économie du pays, ainsi une aide européenne sera bienvenue afin de permettre la transition écologique qui bénéficiera à la santé de la population sans réduire l'économie à néant. De plus, l'Italie détient un déficit d'innovation technologique ; en effet son économie est majoritairement basée sur les produits de luxe, l'industrie automobile ainsi que l'agriculture. Il lui est donc nécessaire de rattraper son retard en investissant dans des technologies plus contemporaines. L'Europe lui offre cette opportunité avec les nouveaux accords établis.

Cette ré-industrialisation verte lui permettra aussi de faire un partage des richesses plus équitables sur l'ensemble du territoire. Comme nous l'avons dit, le nord du pays concentre aujourd'hui la majorité des activités tandis que le sud souffre d'un taux de pauvreté plus élevé. Il est donc urgent de rétablir une certaine égalité entre ces deux pôles.

En outre, l'Italie subit aujourd'hui le phénomène de fuite des cerveaux. Ceci est un désastre pour le futur de l'Italie ajouté au vieillissement accru de la population. Il est urgent pour cette nation de rendre l'ensemble de son territoire attractif aux jeunes et aux personnes diplômées. Un développement de la recherche et de l'innovation est donc nécessaire.

On remarque aussi que les effets du réchauffement climatique risquent de réduire le PIB du pays de 10 pour cents d'ici 2050 si rien n'est fait.

Afin de répondre à cette problématique compliquée, l'Italie a déjà mis en œuvre certaines actions. Par exemple, elle est le premier pays à avoir incorporé le réchauffement climatique au tronc obligatoire de son enseignement éducatif. Par ailleurs, les changements climatiques ayant déjà beaucoup impacté les villes italiennes telle que Venise qui a subi de nombreuses inondations, le pays a déclaré l'état d'urgence en 2019 et a fourni un budget important pour soutenir cette cité historique.

Pour conclure, l'Italie se montre ouverte aux accords européens pour lutter contre le réchauffement climatique qui lui permettra de se reconstruire sur une base durable pour le futur. Bien que le pays soit

favorable à ces projets, on ne peut pas négliger le fait que le gouvernement s'est montré plutôt eurosceptique ces dernières années, notamment en 2018 où la question de quitter l'euro a même été levée.